



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1882

Texte de la question

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Vigier. Monsieur le Premier ministre, dimanche, la majorité des Français a exprimé un message de désespérance et de défiance. Une rupture sans précédent s'est installée entre les Français et leurs gouvernants, et nous en portons tous, ici, une part de responsabilité. Au sein du groupe UDI, nous regrettons qu'à aucun moment, le Président de la République n'ait pris sa part de responsabilité. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*) Il a su nous parler de la défiance envers l'Europe, envers les partis politiques, sans jamais s'interroger sur les conséquences de ses propres errements.

Pourtant, c'est bien François Hollande qui a fait de l'Europe un bouc émissaire pendant sa campagne présidentielle, et qui nous rejoue aujourd'hui l'air de la réorientation, alors qu'il n'a jamais été aussi faible.

M. Guy Geoffroy. Eh oui !

M. Philippe Vigier. C'est bien François Hollande qui, par esprit partisan, a décidé de la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires, et a porté un coup sans précédent sur les secteurs vitaux et créateurs d'emplois que sont les services à la personne et le bâtiment. C'est bien François Hollande qui a promis la pause fiscale mais accablé la France d'impôts, de taxes, et qui l'a mise en panne ; en panne de confiance, de croissance et de pouvoir d'achat. Enfin, c'est bien François Hollande qui s'est accroché à sa boîte à outils pendant deux années, au lieu de lancer la vraie bataille pour l'emploi !

M. Jean Glavany. Il y avait quelques problèmes avant lui quand même !

M. Philippe Vigier. Aujourd'hui, l'urgence est absolue. Voilà six mois que le Président de la République nous a dit qu'il fallait baisser les charges pour redonner du pouvoir d'achat, soutenir les entreprises, et lutter contre le chômage. Six mois d'inaction plus tard, le chômage explose, les usines ferment, et des familles sont brisées chaque jour. Monsieur le Premier ministre, vous savez que l'UDI pratique une opposition constructive.

M. Jean Glavany. Ne me faites pas rire !

M. Philippe Vigier. Quand allez-vous avoir le courage d'engager les grandes réformes dont a besoin notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Vigier, pensez-vous vraiment que la crise de confiance n'est présente que depuis quelques mois ou deux ans ?

Plusieurs députés du groupe UMP . Oui !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je ne le crois pas. Si la responsabilité nous concerne tous, il nous faut alors faire une analyse lucide. Je me souviens d'un ancien Premier ministre parlant d'un 21 avril à l'envers il y a quelques années de cela. C'est bien là le problème : nous avons du mal, les uns et les autres, à apporter la réponse concrète que les Français attendent à cette crise de confiance,...

M. Philippe Meunier. Vous en êtes responsable !

M. Manuel Valls, Premier ministrenotamment ceux qui souffrent de la crise économique, qui sont exclus par le chômage et la précarité ou par la baisse du pouvoir d'achat, et ceux, aussi, qui ont le sentiment que la France perd de son identité. Le débat européen, ce n'est pas la première fois, est malheureusement propice à ce type de sentiments.

Le Président de la République a tiré un certain nombre de leçons dès les élections municipales, et je me dois, avec mon Gouvernement, d'incarner cette nouvelle phase du quinquennat en faisant de l'emploi et de la croissance les priorités et en accélérant le rythme des réformes, notamment par la baisse du coût du travail pour soutenir les entreprises afin qu'elles puissent embaucher. Et dans les jours qui viennent, l'ensemble du Gouvernement sera mobilisé autour de la seule question qui vaille, c'est-à-dire, comme le rappelait le ministre de l'emploi, la lutte contre le chômage.

Il faut des réformes. Je l'ai dit ici de la manière la plus claire : lorsque l'on augmente la pression fiscale...

M. François Vannson. C'est vous !

M. Manuel Valls, Premier ministredans une mesure telle que celle que nous avons connue depuis 2010, c'est-à-dire 30 milliards d'abord sur les entreprises et les ménages, puis à nouveau 30 milliards, toujours sur les entreprises et les ménages, cela étouffe la croissance, et cela pèse lourdement sur les entreprises et les ménages.

M. Guy Geoffroy. Bravo !

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est pourquoi nous faisons le choix de soutenir les entreprises, mais aussi de réduire la fiscalité sur les classes moyennes et les couches populaires, parce que cela pèse trop sur elles. Je l'ai dit ici même : oui, l'impôt, à force d'être augmenté, tue l'impôt et brise la confiance des Français en l'impôt et dans les services publics. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Nous devons continuer les réformes concernant notamment les collectivités territoriales parce que c'est attendu depuis des années, que l'on en parle sans le faire, et ce Gouvernement et cette majorité veulent le faire.

Alors, au-delà des responsabilités des uns et des autres, monsieur Vigier, moi aussi je vous invite à rejoindre, au-delà des convictions des uns et des autres, tous ceux qui veulent redresser la France dans la justice. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1882

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mai 2014](#)